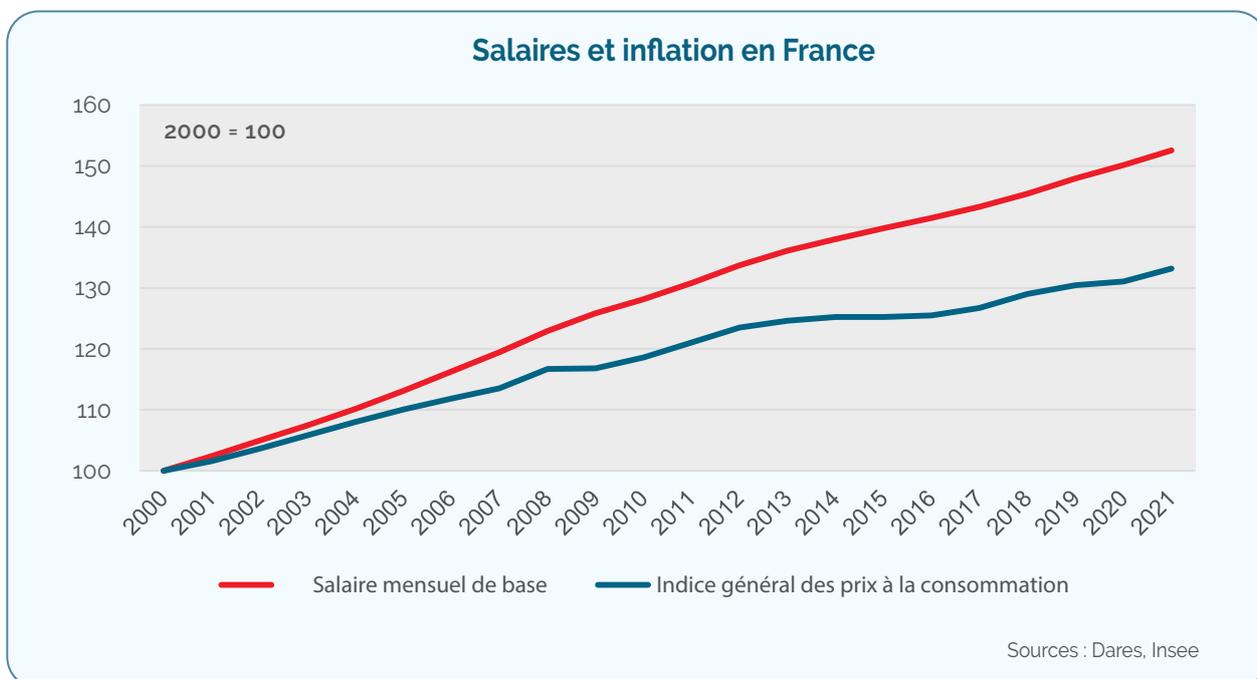


POUVOIR D'ACHAT

Pouvoir d'achat salarial

L'évolution des salaires peut être appréciée à partir des données diffusées par la Dares via son enquête trimestrielle relative à l'activité et aux conditions de la main d'œuvre (Acemo), menée chaque trimestre auprès d'environ 38 000 établissements de 10 salariés et plus. Le salaire mensuel de base brut⁽¹⁾, dont le montant correspond généralement à celui de la première ligne du bulletin de paye, a en moyenne augmenté de 2 % l'an en euros courants entre 2000 et 2021 en France. **Exprimé en pouvoir d'achat (ou en euros constants), il n'a jamais reculé sur cette période, à l'exception de 2018.** Autrement dit, il a toujours progressé ou bien est resté stable à trois reprises : en 2000, en 2011 et en 2021.



Le salaire moyen par tête⁽²⁾, calculé par les comptes nationaux de l'Insee, agrège, lui, le salaire de base aux primes et aux heures supplémentaires, pour l'ensemble des salariés exerçant en France (ici, dans les secteurs marchands non agricoles). **Il a en moyenne grimpé de 2,3 % l'an entre 2000 et 2021 et de 0,8 % l'an en euros constants ; entre 2011 et 2021, les variations respectives s'affichent à 1,5 % et 0,5 % l'an.** Ces dernières apparaissent très homogènes lorsqu'elles sont observées par grand secteur

- 1 Le salaire mensuel de base est calculé sur le champ de salariés présents d'une période à l'autre, et, à « qualité constante », c'est-à-dire à caractéristiques d'emploi inchangées.
- 2 Le salaire moyen par tête rapporte la masse salariale totale distribuée aux effectifs moyens sur la période considérée.

de l'économie. Au sein même de l'industrie, les hausses les plus marquées sont intervenues dans le secteur des matériels de transport, et, dans une moindre mesure, dans les industries agro-alimentaires.

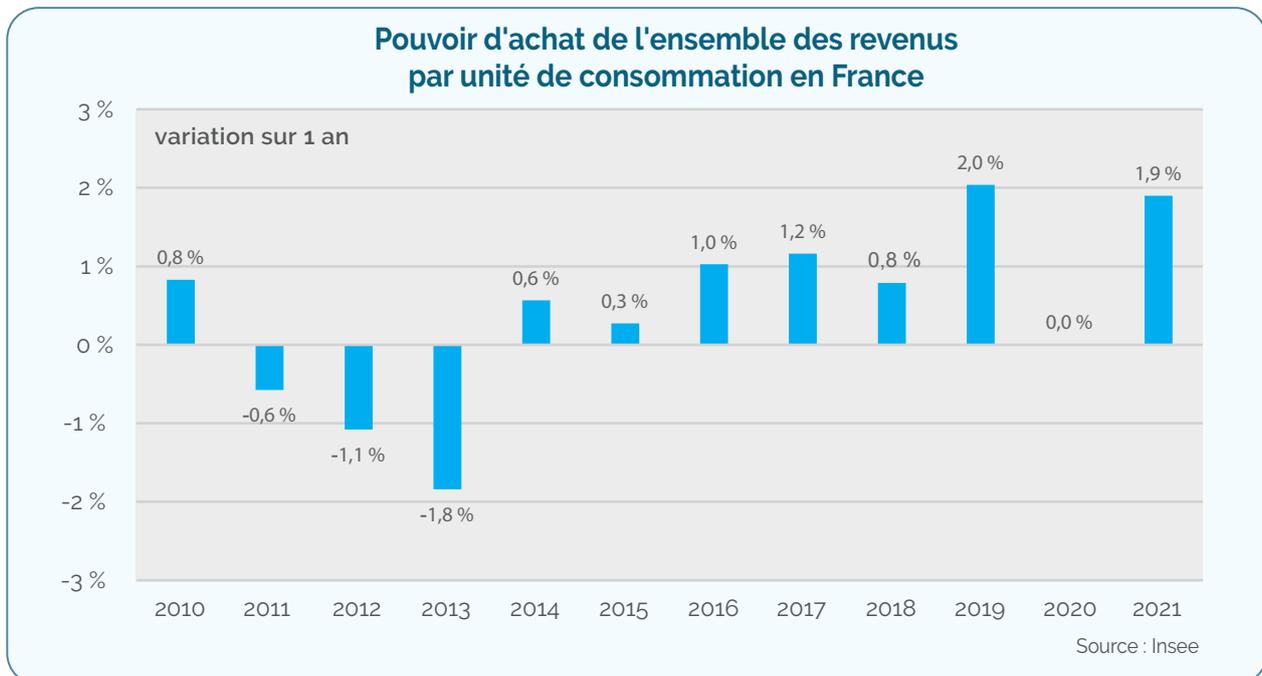
Pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus

A l'instar du salaire moyen par tête, le revenu disponible des Français⁽³⁾ est mesuré par les comptes nationaux. Outre les salaires, il intègre la masse des revenus liés au patrimoine (immobilier, boursier) et de ceux de transfert (prestations), retranchés des prélèvements obligatoires (cotisations sociales et impôts).

Entre 2000 et 2021, le revenu disponible a en moyenne progressé de 2,7 % l'an; en regard, il s'est raffermit de 2,8 % en Espagne, de 2,3 % en Allemagne et de 1,5 % en Italie. Rappelons ici que la masse des revenus nets de prélèvements a légèrement augmenté en 2020 dans notre pays en dépit du choc économique traversé, ce grâce notamment aux mesures de soutien gouvernementales engagées dès le déclenchement de la crise sanitaire (indemnisation d'activité partielle, aides financières exceptionnelles aux ménages les plus précaires, fonds de solidarité pour les indépendants, etc.). Soulignons aussi qu'il s'agit bien d'une moyenne, certaines catégories de personnes comme les indépendants et les intérimaires ayant vu leur pouvoir d'achat sérieusement écorné, alors que d'autres l'ont complètement préservé (personnes en télétravail, agents de la fonction publique, retraités). En 2021, le revenu disponible s'est renforcé à un rythme de 4 % selon les premières estimations de l'Insee parues fin février, notamment grâce à un fort rebond des revenus d'activité. En revanche, il se réduirait cette année compte tenu du boom des prix de l'énergie.

En pouvoir d'achat⁽⁴⁾, le revenu disponible a gagné 1,5 % l'an lors des vingt-et-une dernières années dans l'Hexagone. L'avance constatée depuis 2014 ressort à 1,3 %, chiffre ramené à près de 1 % en tenant compte de la hausse du nombre de ménages⁽⁵⁾.

Globalement donc, le pouvoir d'achat s'inscrit sur une pente ascendante. Lors des six dernières décennies, celui-ci ne s'est replié que lors de dix exercices lorsqu'il est calculé par unité de consommation, dont ceux de 2011, 2012 et 2013, période qui avait été marquée par un relèvement significatif des prélèvements obligatoires.



³ Y compris les revenus des entrepreneurs individuels.

⁴ L'inflation est dans ce cas mesurée par le déflateur de la consommation, qui diffère légèrement de l'indice général des prix à la consommation.

⁵ Plus exactement du nombre d'unités de consommation: il s'agit d'une échelle d'équivalence tenant compte des évolutions démographiques, et, plus particulièrement des économies d'échelle au sein du ménage.